MINISTÈRE
DE LA JUSTICE
Liberté
Égalité
Fraternité

Inspection générale
de la Justice

INSPECTION GÉNÉRALE DE LA JUSTICE

—

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025

1. L'édito
page 4

2. L'organisation de l'inspection
page 6

3. La direction change de visage
page 10

4. Les valeurs de l'inspection
page 12

5. Les orientations stratégiques
page 14

6. L'inspection en chiffres
page 16

7. L'actualité de l'IGJ en 2025
page 18

8. L'inspection en soutien
page 20

9. Les objectifs 2026
page 22

L'édito

L'année 2025 a été placée sous le signe du changement et du dynamisme pour l'Inspection générale de la Justice (IGJ).

Dès ma nomination, le 25 mars 2025, à la tête du service, à la suite de Christophe Straudo, dont je tiens à saluer l'action, j'ai pu mesurer l'engagement de l'ensemble de ses membres. Au sein des services administratifs comme des missions d'inspection, chacun concourt à la qualité des travaux. Chacun porte ainsi l'esprit de rigueur, d'expertise et d'innovation qui anime l'IGJ. Que chaque membre de l'IGJ, qui en constitue le cœur battant, en soit chaleureusement remercié !

Après le séminaire interne de l'IGJ qui visait à mieux se connaître pour mieux agir, j'ai tout au long de l'année organisé des temps d'échanges et de rencontres qui m'apparaissent essentiels pour que l'IGJ soit pleinement ancrée dans les réalités du terrain, que ses missions, ses travaux et les outils qu'elle met à disposition soient mieux connus et valorisés. Ce lien qui s'est tissé avec les écoles, l'Institut Robert Badinter, et les acteurs des réseaux des services judiciaires (DSJ), de la protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ) et de l'administration pénitentiaire (DAP), au fil des événements organisés que vous découvrirez dans ce rapport d'activité, et notamment à l'occasion de la première édition de la Journée de l'IGJ, me paraît structurant et prometteur. Il favorise la diffusion de la culture du contrôle et participe de notre exigence commune et partagée de, sans cesse, améliorer l'action publique et la performance de nos organisations et de leur fonctionnement.

Dans cette même logique pragmatique, en prise avec les enjeux de la transformation de l'action publique, j'ai mis en place un comité du suivi des recommandations. Tout au long de l'année écoulée, ce comité a travaillé à une doctrine de suivi des recommandations structurantes des rapports de l'IGJ, en lien avec le

comité des pairs, les départements et les missions permanentes de l'IGJ. Sur la base de ce travail préparatoire, des premiers échanges constructifs ont eu lieu avec les différentes directions du ministère, traduisant une volonté partagée de mettre en œuvre un dispositif ouvert et constructif de suivi des principales préconisations issues des rapports.

Comme vous le lirez, l'IGJ a adapté son organisation aux besoins actuels des missions et des réseaux, en créant de nouveaux départements dont un dédié à l'outre-mer au regard des problématiques spécifiques que connaît le service public de la Justice au sein de ces territoires.

Enfin, l'IGJ s'est résolument tournée vers la modernité, en s'engageant de manière réfléchie et résolue dans les nouvelles possibilités offertes par l'intelligence artificielle (IA).

Le présent rapport d'activité vous donnera à voir les principaux aspects de la vitalité de l'IGJ, rigoureuse et exigeante dans sa méthodologie, tournée vers l'avenir, en dialogue avec l'ensemble des directions et les réseaux du ministère.

Stéphane Noël,
Inspecteur général,
chef de l'Inspection générale
de la Justice

L'organisation de l'inspection

Instances d'organisation

— Comité d'orientation (CODOR)

Réunissant l'ensemble des responsables des départements et des missions permanentes de l'IGJ, le CODOR s'est reuni 3 fois en 2025 : le 21 mai, le 19 septembre et le 10 décembre.

— Comité des pairs (COPAIRS)

Le COPAIRS est une instance collégiale de douze membres, inspecteurs généraux et inspecteurs de la Justice, qui sous la responsabilité de sa présidente, veille à la cohérence et à la qualité des productions de l'IGJ.

Il a rendu, depuis sa création en 2019, 676 avis, dont 88 en 2025.

— Comité de suivi des recommandations (COSUI)

INNOVATION 2025

Un comité de suivi des recommandations a été créé en juin 2025.

Son objectif est de s'assurer des suites données aux préconisations formulées aux termes des rapports de missions d'inspection et de contrôle.

Piloté par un inspecteur général président délégué, il comprend cinq membres.

Après avoir affiné le périmètre de son intervention et sa méthodologie, le COSUI a engagé des travaux constructifs avec les directions du ministère de la Justice.

Neuf départements

Les départements concourent, dans un cadre collégial, à l'exécution des missions et à l'amélioration de la qualité des travaux de l'inspection :

1. Conduite et évaluations des politiques publiques ministérielles et interministérielles en faveur des justiciables
2. Coordination des inspections des chefs de cours
3. Déontologie et enquêtes administratives
4. Pilotage et gouvernance des juridictions et des structures déconcentrées du ministère de la Justice
5. Prise en charge des majeurs et des mineurs dans le cadre de l'exécution des décisions de justice, notamment par l'administration pénitentiaire et la protection judiciaire de la jeunesse
6. Traitement des contentieux

Troix départements ont été créés en mai 2025 :

7. Activités économiques et sociales
8. Numérique, données et IA
9. Outre-Mer

INNOVATION 2025

Instances d'animation

— Matinées de la restitution

Réunions mensuelles au cours desquelles les inspectants restituent la méthode et le contenu de missions réalisées récemment, les matinées de la restitution sont l'un des rendez-vous internes incontournables de l'Inspection générale de la Justice.

Les principales missions ont été présentées au cours de l'année :

- 2 missions interministérielles ;
- 2 missions d'urgence ;
- 2 missions d'appui à la direction de la protection judiciaire de la jeunesse (DPJJ) ;
- la mission d'appui *Enjeux et perspectives de l'IA au sein du ministère de la Justice*, en juillet, qui fut suivie en décembre d'une session de mise en pratique ludique à destination de tous les membres de l'IGJ ;
- 2 inspections de fonctionnement pénitentitaires.

— Grands témoins

Chaque trimestre, la direction de l'IGJ invite une personnalité exerçant des fonctions prestigieuses en lien avec des thématiques connexes aux missions d'inspection. Sont ainsi intervenus en 2025 :

- **François Feltz,** président du collège de déontologie des fonctionnaires ;
- **Claire Hédon,** défenseure des droits.

Stéphane Noël, chef de l'Inspection générale de la Justice et François Feltz, président du collège de déontologie des fonctionnaires, le 20 octobre 2025.

— Séminaire annuel

INNOVATION 2025

Intitulé *Mieux se connaître pour mieux agir*, le premier séminaire annuel, regroupant sur une journée l'intégralité des membres de l'inspection, s'est tenu au Conseil constitutionnel, en juillet.

Approfondir notre réflexion méthodologique et façonner notre culture commune : tels furent les axes de travail principaux de cette journée.

L'organisation de l'inspection

La mission ministérielle d'audit interne (MMAI)

— Objectif de la fonction d'audit interne

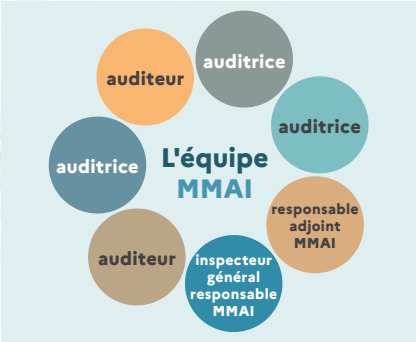
La MMAI a pour objectif **d'évaluer l'efficacité du contrôle interne et la maîtrise des risques** au sein du ministère de la Justice.

Son activité s'inscrit dans le cadre des normes internationales d'audit interne et de la stratégie ministérielle 2027 de la fonction d'audit interne adoptée par le comité ministériel d'audit interne (CMAI) d'avril 2025.

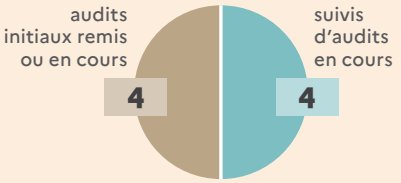
— Équipe de la MMAI

Sous la responsabilité d'un inspecteur général, responsable ministériel de la fonction d'audit interne, la MMAI compte **sept membres, dont cinq auditeurs et auditrices**, aux profils et compétences variés et complémentaires.

Elle a eu eu le plaisir d'accueillir à l'été 2025 **une auditrice** et **un responsable adjoint**.



— Rapports MMAI 2025



— Dialogue interne

Pour une couverture renforcée des risques, la MMAI s'est engagée en 2025 dans une **dynamique d'échanges** structurés entre la fonction d'audit et les neuf départements (6) de l'inspection, en présentant l'audit et les enjeux de la maîtrise des risques à quatre d'entre eux.

Les échanges entre la MMAI et le COSUI (6), initiés dès le séminaire annuel de l'inspection en juillet (7), se sont également poursuivis.

La mission Inspection santé et sécutité au travail (ISST)

— Objectif de la mission

Fonctionnellement rattachés à l'IGJ (11), les inspecteurs SST du ministère de la Justice interviennent au sein des directions métier et de l'administration centrale (AC). Ils ont pour fonction principale **le contrôle de conformité** au travers la vérification de l'application de l'ensemble des règles de santé et de sécurité applicables à **tous les risques professionnels** au sein des services et sites immobiliers du ministère.

Leur rôle de conseil et d'expertise auprès des chefs de service leur permet de **développer une politique adaptée de prévention des risques**. Ils animent le réseau des acteurs de la politique SST (assistants et conseillers de prévention) et collaborent à de nombreuses sessions de formation. Par leur présence aux formations spécialisées (FS) des comités sociaux d'administration (CSA), ils participent aux **instances de dialogue social**.

— Bilan des missions ISST

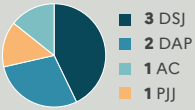
- En mai, les ISST ont produit une analyse de la typologie du **risque incendie** et synthétisé les recommandations formulées par les directions métier sur la période 2021-2024;
- **Leur rapport d'activité** a mis en exergue les risques auxquels chaque direction du ministère et son réseau ont été confrontés en 2025;
- Ils ont travaillé collégialement à la rédaction de leur **charte de fonctionnement** et se sont dotés d'une **doctrine d'emploi**.

113	participations aux FS des CSA
23	inspections de sites et services (= 22 rapports)
20	interventions auprès des assistants et conseillers de prévention
14	formations assurées au sein des sites ou des écoles
1	compte-rendu d'expertise

— Effectifs ISST 2025

8 ISST de janvier à septembre

7 jusqu'en décembre* dont :



3 ISST ont fait valoir leurs droits à la retraite en 2025**

* 6 ISST au 31 décembre 2025, du fait du départ en formation préalable obligatoire de l'ISST recruté en juillet en remplacement d'un ISST parti en début d'année.
** Pour un départ en 2026. L'année 2026 sera donc une année de recrutement et de transition.

La direction change de visage

— Stéphane Noël

Inspecteur général, chef de l'Inspection générale de la Justice

Stéphane Noël, conseiller à la Cour de Cassation, est nommé inspecteur général, chef de l'Inspection générale de la Justice, à compter du 25 mars 2025.
Stéphane Noël était, depuis 2019, président du tribunal judiciaire (TJ) de Paris. Il succède à Christophe Straudo.

Décret du 24 mars 2025 portant nomination (magistrature)

— Nathalie Ancel

Inspectrice générale, adjointe au chef de l'Inspection générale de la Justice

Par arrêté du ministre d'État, garde des Sceaux, ministre de la Justice, en date du 17 avril 2025, Nathalie Ancel, inspectrice générale depuis septembre 2022, a été nommée adjointe au chef de l'Inspection générale de la Justice.

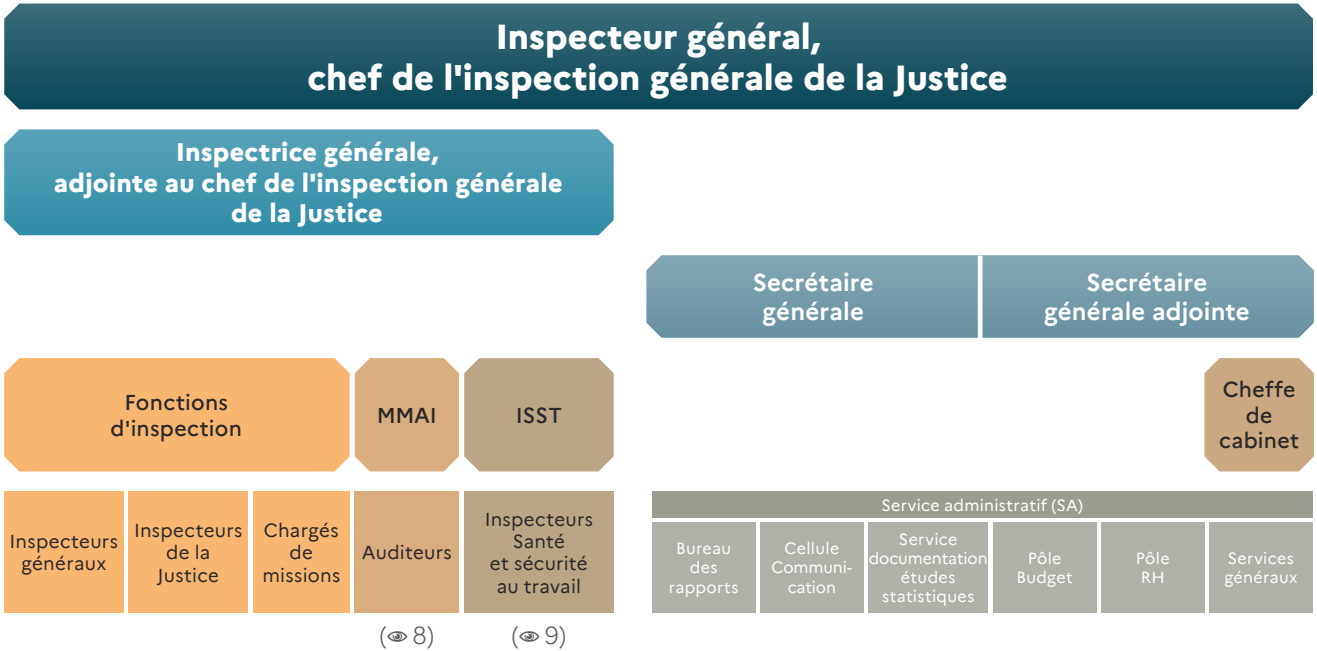
Arrêté du 17 avril 2025 portant nomination d'une adjointe à l'inspecteur général, chef de l'Inspection générale de la Justice

— Marie-Rolande Martins

Inspectrice de la Justice, secrétaire générale de l'Inspection générale de la Justice

Le 17 juillet 2025, Marie-Rolande Martins a été nommée secrétaire générale de l'IGJ à compter du 1er septembre. Directrice pénitentiaire d'insertion et de probation, elle a dirigé le SPIP de la Seine–Saint-Denis pendant 6 ans avant d'intégrer l'IGJ en 2021 en qualité d'inspectrice de la Justice.

Décision du 17 juillet 2025 portant nomination d'une secrétaire générale (Inspection générale de la Justice)

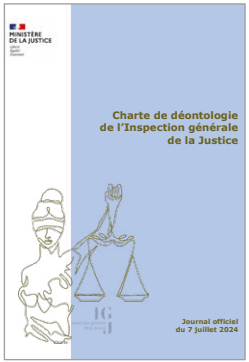

Inspecteur général,
chef de l'inspection générale de la Justice
Inspectrice générale,
adjointe au chef de l'inspection générale
de la Justice
Secrétaire
générale
Secrétaire
générale adjointe
Fonctions
d'inspection
MMAI
ISST
Cheffe
de
cabinet
Inspecteurs
généraux
Inspecteurs
de la
Justice
Chargés
de
missions
Auditeurs
Inspecteurs
Santé
et sécurité
au travail
Service administratif (SA)
Bureau
des
rapports
Cellule
Communi-
cation
Service
documentation
études
statistiques
Pôle
Budget
Pôle
RH
Services
généraux
(8)
(9)

Les valeurs de l'inspection

La déontologie du service

Les 8 valeurs de l'inspection

- L'impartialité
- L'indépendance
- L'intégrité et la probité
- La loyauté
- La réserve et la discrétion
- La délicatesse
- La diligence, la rigueur et la compétence
- La disponibilité



La charte de déontologie de l'Inspection générale de la Justice publiée au Journal officiel :

— La charte de déontologie

La charte de déontologie de l'Inspection générale de la Justice a été publiée au Journal officiel du 7 juillet 2024, conformément à l'article 17 du décret du 9 mars 2022 relatif aux services d'inspection générale.

Elle est remise et signée par tous les nouveaux arrivants, dans le cadre d'un entretien avec le chef de l'Inspection générale de la Justice.

Le questionnement déontologique fait partie intégrante des réflexes attendus de tout membre de l'inspection.

Les référentes déontologie, égalité-diversité et laïcité

— Déontologie

Par décision du 16 mai 2023, Sophie Lambremon, conseillère honoraire à la Cour de cassation, a été renouvelée dans ses fonctions de référente déontologue de l'IGJ, pour une durée de trois ans.

— Égalité-diversité

Depuis 2022, Christelle Rotach, inspectrice générale, est référente égalité-diversité de l'inspection. Ses missions sont la promotion de la politique d'égalité professionnelle et de diversité au sein du ministère de la Justice et l'accompagnement et le conseil des personnels et des services.

— Laïcité

Sophie Azria, inspectrice de la Justice, a été désignée référente laïcité de l'IGJ en 2024. Son rôle est de promouvoir le respect du principe de la laïcité et d'accompagner les personnes qui en exprimeraient la nécessité.
Elle conduit cette mission en liaison avec le collège de déontologie du ministère de la Justice, référent ministériel laïcité.

Les orientations stratégiques

Des méthodes revisitées

— Publicité de rapports suite à décision du Conseil d'État

INNOVATION 2025

En exécution de la décision du 28 octobre 2025 du Conseil d'État faisant suite aux pourvois n° 501248 et n° 501249 qui a considéré comme communicables, sous réserve des éventuelles occultations en application des articles L. 311-5 et L. 311- 6 du code des relations entre le public et l'administration, les documents relevant des catégories « rapport thématique » et « groupe de travail interne », **l'Inspection générale de la Justice a ainsi publié sur le site internet du ministère de la Justice 17 rapports de missions rendus entre 2019 et 2021.**

Rapports de l'Inspection générale de la Justice publiés en ligne sur le site internet du ministère de la Justice

— Culture du contradictoire et du suivi

Au moment de la stabilisation des constats essentiels et de l'élaboration des recommandations structurantes, un espace d'échange contradictoire est mis en œuvre. Cette phase d'échange est propice à une meilleure appropriation des conclusions opérationnelles de la mission (6).

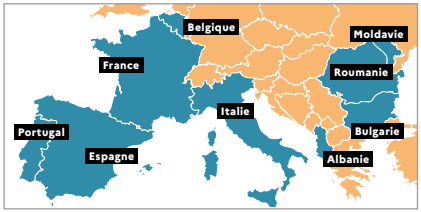
Le renforcement du lien avec les écoles

INNOVATION 2025

En mai, dans le cadre des partenariats de l'IGJ avec les écoles du ministère, quatre inspecteurs de la Justice ont été désignés en qualité de référents. **L'objectif principal de leur mission est de renforcer les partenariats avec les écoles** et mieux faire connaître l'IGJ, ses missions, ses travaux et ses outils par l'organisation d'interventions auprès des stagiaires, des professionnels et des équipes pédagogiques.

Une inspection tournée vers l'international

En mai, lors de l'assemblée générale du Réseau européen des services d'inspection de la justice (RESIJ) à Lisbonne, **les membres ont élu Stéphane Noël, chef de l'IGJ, à la présidence du RESIJ.** La composition du bureau exécutif a été réévaluée. Neuf pays sont désormais membres du réseau, créé en 2017.



Un ancrage au cœur des terrains

— Journée de sensibilisation au contrôle des juridictions

L'IGJ a organisé en mai 2025 sa troisième journée de sensibilisation aux contrôles de fonctionnement (CF) réalisés par les chefs de cour. Dans ce cadre, **le guide méthodologique des inspections réalisées par ces derniers a été mis à jour.** Conçu par le département *coordination des inspections des chefs de cour*, le programme a permis **d'aborder les aspects méthodologiques de ces CF pour mieux les appréhender.** Les travaux réalisés dans la journée ont permis aux 51 participants de réfléchir à la mise en œuvre concrète des principes méthodologiques déclinés le matin et de **s'approprier le référentiel dédié aux cours d'assises et aux cours criminelles départementales (CCD)** (18), destiné à faciliter les CF des juridictions criminelles, thématique de contrôle de cette année. Un module interactif en visioconférence a été proposé aux cours d'appel situées outre-mer en octobre.

— Séminaire des chefs de cour

INNOVATION 2025

En novembre, l'Inspection générale de la Justice a accueilli dans ses locaux les chefs de cour.
Le chef de l'inspection a souhaité faire de ce temps de rencontre un espace d'écoute et d'échanges.
Les inspecteurs généraux ont inscrit leurs interventions dans **une démarche d'appui et de soutien aux chefs de cour, destinataires de leurs rapports.**

— La Journée de l'IGJ

INNOVATION 2025

En décembre, la première édition de la Journée de l'IGJ, organisée au TJ de Paris, a eu pour objectif de favoriser la réflexion et les échanges autour des **enjeux de l'encadrement intermédiaire.** Organisée en lien avec les quatre écoles du ministère de la Justice, elle a permis de réunir les cadres dirigeants des différents réseaux du ministère. **Les ambitions de cet événement :** mieux faire connaître les missions de l'IGJ et mettre en valeur l'engagement des professionnels de terrain qui exercent des missions complexes et exigeantes.

L'inspection en chiffres

Les missions en 2025

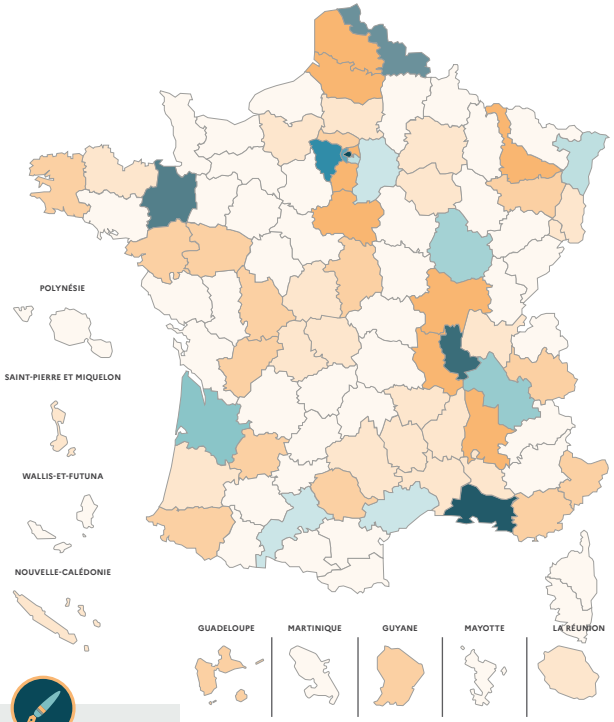
75 missions **ordonnées**

47 missions **terminées**

36 missions **en cours au 31/12/2025**

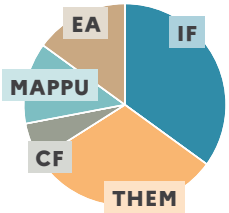
75 **rapports d'inspection** rendus

— Durée moyenne des missions
6 mois



— Répartitions des missions

Sans les missions ISST et MMAI (8-9)



- **35 %** Inspections de fonctionnement (IF)
- **31 %** Missions thématiques (THEM)
- **15 %** Missions d'appui (MAPPU)
- **13 %** Enquêtes administratives (EA)
- **6 %** Contrôles de fonctionnement (CF)

— Réponses aux requêtes des particuliers
1 005

— Territoires sollicités

- **11 à 18** fois
- **4 à 9** fois
- **1 à 3** fois

Les effectifs en 2025

89 fonctions **d'inspection ou d'audit**

19 service **administratif**

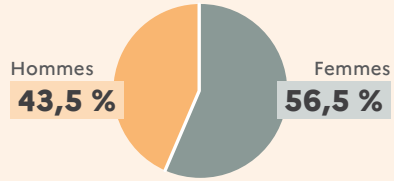
108 effectif **total**

— Moyenne d'âge

55 ans

pour l'effectif total, et 48 ans pour le service administratif

— Répartition femmes/hommes



— Fonctions d'inspection ou d'audit

32 inspecteurs généraux magistrats

7 inspecteurs généraux fonctionnaires

16 inspecteurs de la Justice magistrats

6 inspecteurs de la Justice DSGJ*

5 inspecteurs de la Justice DSP*

5 inspecteurs de la Justice DPJJ*

1 inspecteur de la Justice attaché

4 chargés de mission

7 inspecteurs SST

6 auditeurs

— Service administratif

6 agents en catégorie A

3 agents en catégorie B

10 agents en catégorie C

* ***DSGJ*** Directeur des services de greffe judiciaires
DSP Directeur des services pénitentiaires
DPJJ Directeur des services de la protection judiciaire de la jeunesse

L'actualité de l'IGJ en 2025

2024

JANVIER

1

Gérald Darmanin annonce la tenue des États généraux de l'insertion et de la probation (EGIP), lancés en juin 2025

FÉVRIER

2

Publication du référentiel dédié aux juridictions criminelles (cours d'assises et cours criminelles départementales) (15)

MARS

3

Le 25 mars, Stéphane Noël est nommé inspecteur général, chef de l'Inspection générale de la Justice (4)

AVRIL

4

Publication des référentiels de prise en main d'un tribunal judiciaire (directeur de services de greffe, président et procureur)

MAI

5

Remise des rapports des missions d'urgence : audiencement criminel et correctionnel, déjudiciarisation et exécution des peines

JUIN

6

Remise du rapport de la mission thématique d'évaluation des centres éducatifs fermés (CEF)

JUILLET

7

Séminaire annuel de l'IGJ *Mieux se connaître pour mieux agir* (⊙7)

AOÛT

8

Mission d'appui EGIP : phase d'analyse comparative des pratiques et identification des bonnes pratiques à développer

SEPTEMBRE

9

Remise au garde des Sceaux du rapport de la mission d'évaluation suite à l'agression violente et au décès du mineur A

OCTOBRE

10

Rapports définitifs des deux missions d'appui relatives à l'amélioration de la Justice des mineurs

NOVEMBRE

11

Le 21 novembre, l'Inspection générale de la Justice a accueilli l'ensemble des chefs de cour le temps d'un séminaire (⊙15)

DÉCEMBRE

12

L'IGJ a organisé, en lien avec les écoles du ministère, sa première Journée de l'IGJ avec pour thème le management intermédiaire (⊙15)

2026 ▸

L'inspection en soutien

— Référentiel Tribunal Judiciaire

En juin s'est tenue une première réunion du nouveau collège d'harmonisation en vue du lancement de la campagne annuelle d'actualisation des 130 fiches composant ce référentiel, sous la supervision de Nathalie Ancel, inspectrice générale, adjointe du chef de l'IGJ. **Le collège est chargé de veiller à la cohérence et à la qualité des travaux d'actualisation conduits par les responsables de fiche.**

— Référentiel Territorial Justice

Depuis 2021, ce référentiel présente un ensemble de données socio-démographiques et économiques territoriales facilitant l'appréhension des problématiques et la compréhension des attentes des justiciables au niveau local. Mis à jour régulièrement, **il a été enrichi en 2025 de synthèses traitant de l'insécurité et de la délinquance au niveau départemental et national** permettant de suivre l'évolution de ces indicateurs dans le temps.

*Sur son site intranet, l'Inspection générale de la Justice met à disposition **plus d'une douzaine de référentiels ou guide méthodologiques** à destination de l'ensemble des réseaux métiers du ministère de la Justice.*

— Référentiels Prise en main d'un tribunal judiciaire

En avril, l'IGJ a mis à disposition **une nouvelle présentation des référentiels consacrés à la prise de fonction des chefs de juridiction et directeurs de services de greffe** nouvellement affectés dans un TJ. Des améliorations de forme pour renforcer la contextalisation et la navigation dans ces outils ont été apportées.

— Référentiel Contrôle de fonctionnement des conseils de prud'hommes

Réalisé dans un format rénové, ce référentiel intègre les réformes les plus récentes en la matière et tient compte des constats dressés par l'IGJ ces dernières années. Composé d'une vingtaine de fiches diagnostic, ce référentiel a été conçu, au-delà de l'usage de l'IGJ, **pour les chefs de cour dans le cadre de leurs propres contrôles mais aussi des juridictions elles-mêmes** qui peuvent s'approprier ces fiches dans une volonté d'auto évaluation.

— Référentiel Juridictions criminelles

Répondant à une demande des conférences respectives des premiers présidents et des procureurs généraux, l'IGJ a conçu début 2025 un référentiel dédié à l'inspection de ces services. Ce référentiel a servi de support à la thématique de la troisième journée de sensibilisation aux contrôles de fonctionnement réalisés par les chefs de cour (15).

— Guide méthodologique des inspections des chefs de cour

En mai 2025, le département *coordination des inspections des chefs de cour* de l'IGJ a actualisé le guide de mise en œuvre des inspections réalisées par ces-derniers (15).

Les objectifs 2026

Dans un contexte où les attentes citoyennes sont fortes à l'égard de l'action publique et où les avancées technologiques transforment en profondeur et durablement les modes d'action, l'Inspection générale de la Justice **s'engage résolument dans l'actualisation de son projet de service.**

Cette démarche vise à fédérer les acteurs internes et externes autour d'une **vision commune**, à moderniser les processus afin qu'ils soient **plus agiles et transparents** et à améliorer **la pertinence et l'efficacité des interventions** de l'Inspection générale de la Justice.

Elle s'inscrit dans le respect des valeurs fondamentales qui fondent la mission de l'IGJ, afin de garantir que la modernité ne soit pas une fin en soi, mais le **moyen de contribuer à la construction d'un service public de la Justice** plus proche des besoins de la société d'aujourd'hui et s'articule **autour des trois axes suivants :**

INNOVATION RESPONSABLE

Intégrer les technologies émergentes tout en **préservant les valeurs éthiques** propres à chaque inspection ministérielle.

COOPÉRATION ÉLARGIE

Tisser des liens solides avec les directions d'administration centrale, les autres inspections et le monde académique afin de **créer un écosystème d'échange permanent**.

MODERNISATION DU SERVICE

Repenser les processus internes pour les rendre **plus agiles, transparents et orienter les résultats** au bénéfice de la Justice et des citoyens.

Ces trois axes constituent le socle de l'« inspection de demain », où la modernité se construit dans le respect des valeurs fondamentales de la Justice.

Le présent rapport d'activité
a été achevé en avril 2026.

Responsable des contenus
Stéphane Noël
inspecteur général,
chef de l'Inspection générale de la Justice

Comité de rédaction
Nathalie Ancel
Pascale Baudry
Guilaine Belleau
Marie-Rolande Martins

Coordination et maquette
Cellule communication
de l'Inspection générale de la Justice

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

Liberté
Égalité
Fraternité

Inspection générale
de la Justice